

HAGONDANGE



COMMUNE DE HAGONDANGE

**Place Jean BURGER
57300 HAGONDANGE**

☎ 03.87.71.50.10 - 📠 03.87.72.18.36

**REQUALIFICATION DE LA
RUE ALFRED SISLEY A HAGONDANGE**

- DCE -

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
1-1. Objet du marché – Domicile du titulaire	6
1-2. Options	6
1-3. Intervenants	6
1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage	6
1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché	6
1-3.3. Conduite d'opération	6
1-3.4. Maîtrise d'œuvre	6
1-3.5. Contrôle technique	6
1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)	7
1-3.7. Ordonnance, coordination et pilotage du chantier (OPC)	7
1-3.8. Autres intervenants	7
1-4. Travaux intéressant la Défense – Obligation de discrétion	7
1-4.1. Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense »	7
1-4.2. Obligation de discrétion	7
1-5. Contrôle des prix de revient	7
1-6. Clause environnementale et gestion des déchets	7
En cas de non respect de cette clause et du Schéma d'organisation et de gestion des déchets fourni par l'entreprise, il sera fait application d'une pénalité prévue à l'article 5.3 du présent CCAP.	7
1-7. Variantes	7
1-8. Dispositions générales	8
1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	8
1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	8
1-8.3. Assurance	9
1-8.4. Redressement ou liquidation judiciaire	9
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	10
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES	11
3.1. - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages	11
3-2. - Variation dans les prix	11
3-2.1. - Caractère des prix	11

3-2.2. - Mois d'établissement des prix du marché.	11
3-2.3. - Choix des index de référence	11
3-2.4. - Modalités de révision et d'actualisation des prix du marché	11
3-2.5. - Application de la taxe à la valeur ajoutée	12
3-3 – Règlements des comptes	12
3-4 – Acceptation et paiement des sous-traitants	12
3-5 - Travaux supplémentaires	12
3-6 - Poursuite des travaux	12
3-7 - Comptable assignataire	12
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION	13
4-1. Délai de réalisation	13
4-2. Prolongation des délais d'exécution	13
ARTICLE 5. PENALITES – PRIMES – RETENUES – RESILIATION	14
5-1. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance	14
5-1.1. Pénalités pour retard d'exécution	14
5-1.2. Primes d'avance	14
5-1.3 Résiliation	14
5-3. Pénalités pour non respect de la clause environnementale et de la gestion des déchets	14
5-4. Autres pénalités et retenues	14
5-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14
5-4.2. Documents fournis après exécution	14
5-4.3. Sécurité et Protection de la santé des travailleurs	14
5-4.4. Rendez-vous de chantier	14
5-4.5. Autres pénalités diverses	15
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	15
6.1. Retenue de garantie	15
6-2. Avance forfaitaire	15
6-3. Avance facultative	16
ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
7-1. Provenance des matériaux et produits	16
7-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	16
7-3.Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	16

7-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.	16
 ARTICLE 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES	 16
8-1. Piquetage général	17
8-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	17
 ARTICLE 9. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	 17
9-1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux	17
9-2. Etudes d'exécution des ouvrages	18
9-3. Echantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément	18
9-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	18
9-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise	18
9-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent	18
9-4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS	18
9-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	18
9-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux	19
9-4.6. Démolition de constructions	19
9-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre	20
9-4.8. Dégradations causées aux voies publiques	20
9-5. Sujétion résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	20
 ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	 20
10-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	20
10-2. Réception	20
10-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	20
10-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	20
10-5. Documents fournis après exécution	20
10-6. Délai de garantie	20
10-7. Garanties particulières	21
 ARTICLE 11. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES	 21
 ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	 21

Article 1. Conditions de la consultation

1-1. Objet du marché – Domicile du titulaire

La consultation concerne les travaux de requalification de la Rue Alfred SISLEY à HAGONDANGE.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Options

Le marché ne comprend pas d'option.

1-3. Intervenants

1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Il n'est pas désigné de mandataire du maître d'ouvrage.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées à l'article L324-9, L324-10, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (article 44 du Code des Marchés Publics) ;
- les capacités professionnelles du sous-traitant (moyen et références) ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant l'étude, la direction et la surveillance des travaux est assurée par le bureau d'études **BeA Groupe Pingat**.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. *Coordination* en matière de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)

ICL - 2 centre d'affaire la Tannerie - 57070 SAINT JULIEN LES METZ

1-3.7. *Ordonnance*, coordination et pilotage du chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. *Autres intervenants*

Sans objet.

1-4. Travaux intéressant la Défense – Obligation de discrétion

1-4.1. *Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense »*

Sans objet.

1-4.2. *Obligation de discrétion*

Sans objet.

1-5. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1-6. Clause environnementale et gestion des déchets

Le présent marché comprend une clause environnementale dont l'objectif est de minimiser l'impact du chantier sur l'environnement. Le candidat devra respecter les conditions de cette clause et pourra présenter des solutions complémentaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement. En outre, le présent contrat prend en compte l'organisation et la gestion des déchets de chantier.

En cas de non respect de cette clause et du Schéma d'organisation et de gestion des déchets fourni par l'entreprise, il sera fait application d'une pénalité prévue à l'article 5.3 du présent CCAP.

1-7. Variantes

Le candidat est autorisé à présenter des variantes, sur les points suivants :

- variante favorisant l'utilisation de matériaux recyclés ;

- variante présentant des procédés permettant de limiter autant que possible la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre (par exemple une solution technique agréée permettant d'abaisser la température de répandage des enrobés).

Ces variantes seront accompagnées des documents techniques nécessaires à l'appréciation de leur intérêt et de leur efficacité.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salariés par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le montant de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un pays de la Communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues au Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du Ayant pour objet..... »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

1-8.3. Assurance

A. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil.

B. Assurances de responsabilité civile pendant et après les travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis d'une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter le minimum de garantie définis ci-après :

- pendant les travaux :
 - o dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre
 - o dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;
- après les travaux :
 - o tous dommages confondus : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garantie.

1-8.4. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration du dit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires;
- Le détail quantitatif estimatif ;
- Un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) présentant les quantités estimées et la nature des matériaux, les filières de valorisation ou d'élimination prévues ;
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur propose pour l'exécution des travaux.
- Une notice environnementale à travers laquelle l'entrepreneur explique les moyens mis en oeuvre afin d'assurer le respect de la clause et précise les solutions complémentaires (y compris solutions variantes) permettant de limiter l'impact du chantier sur l'environnement.

B – Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par décret n°76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Article 3 - Prix et Mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix **Règlement des comptes**

3.1. - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages

- Sont considérés comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites.
- Sont pris en compte les éléments et contraintes ci-dessous :
 - Exécution des travaux sur voies restées ouvertes à la circulation, (travaux par demi-chaussée ou tiers de chaussées ou quart de carrefour),
 - Présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
 - Plages horaires de travail imposées par la Communauté de Communes sur des axes à trafic important,
 - Réalisation simultanée d'autres ouvrages.

3-2. - Variation dans les prix

3-2.1. - Caractère des prix

Les prix du marché sont révisables et actualisables.

3-2.2. - Mois d'établissement des prix du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

3-2.3. - Choix des index de référence.

Les index de référence choisis en raison de sa structure pour l'actualisation et la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont :

- l'index national travaux publics TP01 "général tous travaux"
- l'index national travaux publics TP09 "travaux d'enrobés (fabrication et mise en œuvre avec fourniture de bitume et granulats)".

3-2.4. - Modalités de révision et d'actualisation des prix du marché.

Les prix du présent marché sont révisables selon les modalités suivantes :

$$P = P_0 \left[0.15 + \left[0.20 \frac{TP_{01_n}}{TP_{01_0}} + 0.80 \frac{TP_{09_n}}{TP_{09_0}} \right] \right]$$

0.85

 $\frac{\quad}{TP_{01_0}}$ $\frac{\quad}{TP_{09_0}}$

P = prix révisé

TP01o = indice connu le mois de remise des offres

TP01n = indice connu le mois d'exécution des travaux

TP09o = indice connu le mois de remise des offres

TP09n = indice connu le mois d'exécution des travaux

3-2.5. - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des facturations sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de la réalisation des travaux.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivants :

- les décomptes seront réglés mensuellement au vu des quantités réellement exécutées auxquelles on appliquera les prix unitaires correspondants.

3-3 – Règlements des comptes

Il sera fait application des dispositions de l'article 13 du C.C.A.G.

3-4 – Acceptation et paiement des sous-traitants

L'acceptation et le paiement des sous-traitants s'effectuent conformément aux articles 115 et 116 du Code des marchés publics.

3-5 - Travaux supplémentaires

Les travaux supplémentaires non prévus au CCTP et dont les prestations ne pourront être assimilées au prix ou sous-détail de prix du bordereau de prix unitaires du présent marché seront réglés sur présentation d'un bordereau de prix supplémentaires fourni par l'entrepreneur.

Ces travaux supplémentaires ne seront pris en considération que s'ils ont été acceptés de manière expresse par le Maître d'Oeuvre. Pour ces derniers, un ordre de service devra être délivré.

3-6 - Poursuite des travaux

Lorsque le montant des prestations atteint le montant fixé par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur ou la passation d'un avenant (selon l'article 118 du Code des Marchés Publics).

3-7 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire est Monsieur le Trésorier Principal de Hagondange.

Article 4. Délai de réalisation

4-1. Délai de réalisation

Les délais de réalisation sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement. Le candidat doit, en outre présenter un planning prévisionnel des travaux dans le mémoire justificatif. La Commune prévoit une notification du marché en **Mai 2016**. Les travaux devront démarrer en **Juin 2016**.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 19.22 du C.C.A.G. :

- le délai d'exécution des travaux de chaque chantier sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite.

Nature du phénomène	Intensité limite
PLUIE	10 mm par jour
NEIGE	5 cm par jour
TEMPERATURE MINI SOUS ABRI	0°C
TEMPERATURE MAX SOUS ABRI	+ 35°C
VENT	20 m/s

Station de référence pour la constatation des intensités des phénomènes naturels : Station Météo France de **Nancy/Tomblaine**

Dans le cadre de travaux de terrassements, il sera accordé à l'entreprise 48 heures d'intempéries supplémentaires après un événement climatique justifiant l'intempérie pour temps de séchage des terrains.

De même, la réalisation d'une ou plusieurs opérations pourra être prolongée par ordre de service si la conclusion des travaux est subordonnée à une prestation indépendante de l'entrepreneur (intervention de dernière heure d'un concessionnaire, par exemple...).

En cas d'intempéries continues et prolongées, l'entrepreneur présentera, lors de la reprise des travaux, un planning détaillant la résorption du retard accumulé.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Article 5. Pénalités – Primes – Retenues – Résiliation

5-1. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

5-1.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

5-1.2. Primes d'avance

Sans objet

5-1.3 Résiliation

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

5-3. Pénalités pour non respect de la clause environnementale et de la gestion des déchets

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets du chantier et de la clause environnementale, l'entreprise en infraction encourt, par simple constatation du maître d'œuvre et sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49-1 du CCAG, une pénalité de 200 € par jour d'infraction.

5-4. Autres pénalités et retenues

5-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

5-4.2. Documents fournis après exécution

Les plans de récolement devront être fournis pour pouvoir prononcer la réception définitive. Par dérogation au CCAG, en cas de non-remise de ces plans dans un délai de deux mois après la réalisation des Opérations Préalables à la Réception, une pénalité sera appliquée à l'entreprise. Cette dernière sera de 1500 €, ce qui correspond au montant à engager pour faire réaliser le récolement.

5-4.3. Sécurité et Protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

5-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité fixée à 100,00 €.

5-4.5. Autres pénalités diverses

Signalisation de chantier ou propreté et sécurité de chantier non conforme : pénalité de 150 € HT journalière sur simple constatation du maître d'œuvre et sans mise en demeure préalable (dérogation à l'article 49.1 du CCAG).

Article 6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Retenue de garantie

Par dérogation à l'article 4-2 du C.C.A.G., une retenue de garantie de 5% du montant du marché est exercée sur les acomptes.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution, doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie, ou la caution, ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

6-2. Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire sera versée à l'entrepreneur sur demande dans l'acte d'engagement. Si le délai d'exécution du marché n'excède pas douze mois, son montant est, en prix de base, égal à 5 % du montant initial du marché si celui-ci dépasse 50 000 € H.T.

Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra dans les délais légaux à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché et après fourniture d'une garantie bancaire à première demande couvrant la totalité de l'avance. Son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra soixante cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre vingt pour cent (80 %) du montant du marché. Par dérogation aux articles 11.6, 4^o paragraphe, 13.12, 4^o et 13.21 du CCAG Travaux, les avances ne tiennent pas compte

de l'avance forfaitaire. Le remboursement de l'avance forfaitaire est pris en compte (si elle existe) après les postes a, b définis à l'article 13.21 du C.C.A.G.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

6-3. Avance facultative

Sans objet.

Article 7. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

7-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet

7-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

7-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

7-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitant et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

7-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet

Article 8. Implantation des ouvrages

8-1. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire du marché à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre.

8-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisation ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par les titulaires, à leurs frais, contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages, en même temps que le piquetage général ou la partie du piquetage général restant à exécuter :

- tous les réseaux souterrains
- Par dérogation à l'article 27.31 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la composition de ces ouvrages.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 (et ses annexes) et l'arrêté du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Article 9. Préparation, coordination et exécution des travaux

9-1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Le titulaire doit procéder, au plus tard dans les 15 jours après notification, aux opérations suivantes :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre ;
- Etablissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre ;
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution ;
- Par dérogation à l'article 28.2 3^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;

- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sur calque au format AUTOCAD.

9-3. Echantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

9-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

En centre d'enfouissement technique agréé. Les bordereaux de dépôt devront être fournis au maître d'œuvre.

9-4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Sans objet.

9-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la commune.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiés ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Dispositif de signalisation mis à disposition du titulaire :

- Néant

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise y compris la mise en place de circulation en alternat sur certain tronçon.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- Balises K5c + grillage orange fluorescent.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux. Les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le titulaire ne doit pas maintenir la signalisation après la réception des travaux.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant, et d'une manière générale de tous les dispositifs de protection individuelle prévus par la réglementation.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

9-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les communications et l'écoulement des eaux doivent être maintenus.

9-4.6. Démolition de constructions

Aucune démolition n'est prévue.

9-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

L'emploi d'explosifs est interdit. En cas de découverte d'engins de guerre, le maître d'œuvre sera prévenu ainsi que les autorités compétentes. Toutes les mesures seront prises pour mettre les lieux en sécurité.

9-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Toute dégradation causée aux voies publiques fera l'objet d'une réparation.

9-5. Sujétion résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet

Article 10. Contrôles et réception des travaux

10-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-2. Réception

Conforme aux stipulations du CCAG.

10-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

10-5. Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire à la personne publique sont présentés conformément à l'article 40 du CCAG. Les plans de récolement transmis devront être conformes aux prescriptions indiquées dans le paragraphe 3.10 du CCTP.

Les plans de récolement devront être fournis pour pouvoir prononcer la réception définitive. Par dérogation au CCAG, en cas de non-remise de ces plans dans un délai de deux mois après la réalisation des Opérations Préalables à la Réception, une pénalité sera appliquée à l'entreprise. Cette dernière sera de 1500 €, ce qui correspond au montant à engager pour faire réaliser le récolement.

10-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables

10-7. Garanties particulières

Sans objet

Article 11. Dispositions supplémentaires

Sans objet

Article 12. Dérogations aux documents généraux

Toutes les dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. applicables aux marchés de travaux publics et non contredites par les stipulations des C.C.A.P et C.C.T.P. du présent marché demeurent pleinement applicables.

A, le

Cachet et signature de l'entreprise